

Ports Rade de Toulon



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAR
236, boulevard du Maréchal Leclerc
83000 TOULON

**PRESTATION D'ASSITANCE ET D'EXPERTISE AUX ESSAIS D'INTEGRATION ET/OU
DIAGNOSTIC SUR LES INSTALLATIONS DE CONNEXION ELECTRIQUE DES
NAVIRES A QUAI DU TERMINAL PASSAGERS DE TOULON COTE D'AZUR**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

La présente consultation est passée en application des articles R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

Le présent CCAP comprend 4 feuillets numérotés de 1 à 14.

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales	3
Article 2 – Pièces constitutives du marché	3
Article 3 – Responsabilité et assurance.....	4
Article 4 – Protection de la Main d’œuvre et conditions de travail	4
Article 5 : Prix.....	5
Article 6 : Variation des prix.....	5
Article 7 – Modalités de règlement	6
Article 8 – Avance	7
Article 9 – Nature de la prestation	7
Article 10 – Emission des bons de commande	7
Article 11 – Conditions d’exécution – délais d’intervention.....	8
Article 12 – Pénalités	8
Article 13 – Clause Pénale.....	9
Article 14 – Obligation du titulaire - Organisation.....	9
Article 15 – Mesures de sécurité et de sûreté	10
Article 16– Groupement d’opérateurs économiques - Sous-traitants et autres représentants du titulaire	10
Article 17– Contraintes et sujétions résultant des activités d’exploitations.....	11
Article 18– Démarche de développement durable – clause environnementale	11
Article 19 – opérations de vérification et décisions - Garantie	12
Article 20 – Résiliation.....	12
Article 21 – Exécution aux frais risques	13
Article 22 – Litiges	13
Article 23 – Dispositions diverses	13
Article 24 – Dérogation au CCAG FCS	14

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation d'essai et/ou diagnostic sur les installations destinées à alimenter en électricité les ferries et les navires de croisière lorsqu'ils sont en escale au Terminal passagers de Toulon Côte d'Azur (TCA).

Ces diagnostics pourront aussi être réalisés dans le cadre de problèmes complexes survenus au cours de l'exploitation.

La description des prestations, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.2 Bons de commande

Le marché donnera lieu à l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2161-14.

Le marché s'exécute conformément à l'article R.2162- 4 2° dans la limite des seuils suivants :

Sans seuil minimum - Seuil maximum : 800 000 € HT sur la durée totale.

1.3 Durée du marché

Le marché sera conclu à compter de la réception par le titulaire de sa notification pour une durée de 36 mois.

Le marché pourra être également résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

1.4 Procédure

La présente consultation est passée en application des articles R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

1.5 Référent maître d'ouvrage

Pôle innovation et énergie de la Direction des Ports

1.6 Coordination sécurité

Service de Sécurité des Ports

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement et ses annexes dont le BPU,
2. le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi et annexes,
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations courantes et services approuvé par arrêté du 20 mars 2021,
4. Les bons de commandes,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. L'offre technique produit par le titulaire du marché à l'appui de son offre.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3 – Responsabilité et assurance

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

Article 4 – Protection de la Main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et convention collective, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, et ce, conformément à l'article 6 du CCAG FCS.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 a) du CCAG FCS.

Article 5 : Prix

Les prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant à l'acte d'engagement et au BPU (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (Hors TVA), frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché, notamment l'ensemble des frais de déplacement, de restauration et nuitées éventuelles ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ainsi ils sont réputés comprendre toutes les prestations prévues au marché et les frais afférents à l'article 18.2 du CCAG FCS.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

Article 6 : Variation des prix

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché et révisable selon la formule précisée à l'article 6.2 du présent.

6.1 Mois d'établissement des prix initiaux du marché

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

6.2 Modalités de révision des prix

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché. Passée cette date, les prix pourront faire l'objet d'une révision en application de la formule suivante :

$$Pr = Po \frac{(ICTH-IME_m)}{ICTH-IME_o}$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix à réviser

ICTH-IME_m = est la valeur de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 décembre 2008) – Valeur du dernier indice connu du mois de révision de prix

ICTH-IME_o = est la valeur de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques (base 100 décembre 2008) - Valeur du dernier indice connu du mois fixé pour la date et heure limite de remise des offres

Identifiant : 001565183

Article 7 – Modalités de règlement

7.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

7.2 Délai de règlement – intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

7.3 Présentation de demandes de paiement

Le délai global de paiement, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'Acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra régulièrement ses factures en fonction des prestations exécutées.

La remise des factures devra obligatoirement et exclusivement être réalisée par transmission électronique au moyen du portail Internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>, conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de CCI du Var est le : 188 300 016 00014. « Les factures comportent obligatoirement le numéro de marché »

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- La référence au présent marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La date et le numéro de la facture,
- La dénomination des prestations facturées,
- Le montant total HT de la prestation totale et de la prestation facturée
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

Article 8 – Avance

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG FCS, il pourra être versé une avance du montant du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 code de la commande publique. Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19.

CHAPITRE III : EXÉCUTION DE LA PRESTATION

Article 9 – Nature de la prestation

L'assistance et l'expertise lors de la réalisation d'essai et/ou diagnostic sur les installations, destinées à alimenter en électricité les ferries et les navires de croisière lorsqu'ils sont en escale au Terminal passagers de Toulon Côte d'Azur (TCA).

Ces diagnostics pourront aussi être réalisés dans le cadre de problèmes complexes survenus au cours de l'exploitation

La prestation objet du marché comprend :

- ✓ Prestation d'assistance aux essais d'intégration niveau 1
- ✓ Prestation d'assistance aux essais d'intégration niveau 2
- ✓ Prestation d'assistance aux essais d'intégration niveau 1 ou niveau 2 en urgence
- ✓ Prestation de diagnostic sur problème complexe sur l'installation CENAG du port

Article 10 – Emission des bons de commande

Le présent marché s'exécutera par l'émission de bons de commande dans la limite des montants suivants :
Sans seuil minimum – Seuil maximum : 800 000 € HT durée totale.

Chaque bon de commande incluant la main d'œuvre indiquera :

- La référence du marché ainsi que son numéro,
- Pour chaque intervention ou prestation commandée :
 - Son identification précise,
 - La quantité,
 - Le prix HT
- Le délai d'exécution y compris déplacements et temps de trajet
- Le nom et les coordonnées du représentant de la CCIV devant être contacté pour assister aux opérations de livraison ou de mise en service (déplacement des installations)

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen à la convenance de la CCI du Var (courrier ou courriel).

La durée de validité du bon de commande court jusqu'à la réalisation complète des prestations commandées.

Article 11 – Conditions d'exécution – délais d'intervention

Les délais sont définis et précisés à l'article 7 du CCTP.

Les interventions se dérouleront sur site tous les jours ouvrés ainsi que les dimanche et jours fériés.

11.1 Délais d'intervention

Les délais commencent à courir à compter de la réception du courriel ou appel téléphonique (confirmé par mail cas échéant).

Lors de demande d'interventions, le prestataire devra intervenir sur site dans les délais précisés à l'article 7.1 du CCTP

Les numéros de téléphone et de télécopie à utiliser seront à fournir par l'entreprise lors de la réunion de démarrage.

Article 12 – Pénalités

Les pénalités stipulées au présent marché s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Le prestataire est tenu impérativement aux délais d'intervention tels que définis à l'article précédent.

Lorsque les délais contractuels d'intervention et d'exécution tels que définis aux CCTP sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité :

- Pénalités de retard d'intervention de niveau 1 : le titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités de retard d'intervention de niveau 2 : le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités de retard d'intervention pour essai d'intégration en urgence niveau 1 : le titulaire encourt une pénalité de 2000 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités de retard d'intervention pour essai d'intégration en urgence niveau 2 : le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités de retard de diagnostic sur un problème complexe : le titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard.
- Pénalités de retard de diagnostic sur un problème mineur : le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.
- En cas de retard de remise des livrables (rapports...) le titulaire encourt une pénalité de 10 € par jour calendaire de retard.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Article 13 – Clause Pénale

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, la CCI du Var sera en droit de réclamer au titulaire outre la résiliation du marché prévue à l'article 20-1 du présent C.C.A.P, des dommages-intérêts équivalents à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne fait pas obstacle à toute poursuite judiciaire ou contentieuse.

Article 14 – Obligation du titulaire - Organisation

Les prestations seront exécutées dans le cadre d'une obligation de résultat. Dans le cas d'un essai d'intégration, le diagnostic doit permettre de savoir si le navire peut se raccorder aux installations à quai. Dans le cadre d'une intervention pour un problème complexe, le diagnostic doit permettre la compréhension du problème, d'identifier la cause du problème et de proposer une solution.

14.1 Personnel

Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation des Prestations une équipe de techniciens suffisante dont il garantit les compétences, les qualifications professionnelles et l'expérience pour ce type de mission.

Il affectera également à l'exécution du Marché, un contact commercial unique responsable de la gestion et suivi administrative, ainsi que les ressources financières et techniques nécessaires afin que les Prestations puissent être exécutées dans les délais et de manière professionnelle. Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution du marché restera placé sous la seule autorité hiérarchique de ce dernier.

Le Titulaire assume, par tout moyen qu'il jugera approprié, l'encadrement de son personnel. Il veillera notamment à ce que son personnel respecte les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables au sein des sites et locaux dans lesquels il sera amené à intervenir.

En cas de non-respect de ces prescriptions, la CCI du Var se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du Titulaire et/ou de lui refuser l'accès aux locaux.

Plus généralement, le Titulaire s'engage à :

- ✓ Assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, et la gestion de son personnel ;
- ✓ Contrôler régulièrement la bonne exécution des Prestations et se conformer aux normes, règlements et usages de la profession pour l'exécution des tâches qui lui incombent ;

14.2 Référent désigné

Le titulaire devra obligatoirement affecter au site, un chargé d'affaire, responsable de la mise en œuvre des prestations à réaliser et l'encadrement du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques des CCTP.

Ce chargé d'affaires sera l'interlocuteur privilégié de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

14.3 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera organisée avec le prestataire au sein des locaux de la CCI du Var lors de laquelle sera établi le calendrier d'exécution et de mise en service de l'installation, ainsi que de la remise des documents. Cette réunion se tiendra au plus tard dans les 10 jours suivant la notification du présent marché.

14.5 Accès aux sites

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que le site reste en activité pendant toute la durée du marché et pendant les opérations d'installation, de mise en service et d'approvisionnement relevant du présent marché. Avant toute intervention sur site, le prestataire prendra attache auprès des services de la Direction des ports.

Le prestataire devra tenir compte de la disposition, des voies d'accès et des sujétions de circulation afin de ne pas occasionner de gêne. En tout état de cause, il sera tenu de déplacer ses engins sur simple demande des agents portuaires de la CCI du Var, si ceux-ci estiment qu'ils gênent les manœuvres d'un véhicule, la circulation sur les quais.

Article 15 – Mesures de sécurité et de sûreté

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans chacun des sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. Le titulaire devra de même respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

Le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces obligations contractuelles, le marché sera résilié à ses torts et ne saura donner lieu au versement d'indemnités à son égard.

Ainsi, ne pourront pénétrer et circuler dans l'enceinte d'un des sites de la CCI du Var que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sûreté compétents.

Un badge leur sera remis à cet effet. Ils devront le porter de façon apparente et permanente pendant les périodes de présence sur le site.

Si cet accès leur a été interdit en raison de mesures de sûretés particulières et que les salariés sont dans l'impossibilité d'assurer les prestations objet du marché, ils doivent en informer immédiatement le représentant de la CCI du Var. Dans le cas où le personnel n'aurait pas averti ce représentant, et que la prestation ne puisse être assurée dans les conditions contractuelles du présent marché, les sanctions prévues au présent CCAP seront applicables au titulaire.

Article 16– Groupement d'opérateurs économiques - Sous-traitants et autres représentants du titulaire

16.1 Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de communiquer la convention de groupement et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 12 du présent CCAP.

16.2 Sous-traitants

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 12 et 20.1 du présent C.C.A.P.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 12 du présent CCAP.

Article 17– Contraintes et sujétions résultant des activités d'exploitations

Les prestations devront être effectuées sans perturber le fonctionnement des installations actuelles et l'activité portuaire. Il est précisé ici que l'ensemble des installations restera entièrement en service pendant les prestations. A ce titre, le prestataire devra s'assurer d'un périmètre de sécurité adapté à sa prestation.

Le titulaire devra respecter les contraintes qui lui seront imposées par la CCI du Var et notamment celles liées à l'exploitation et à la proximité des usagers

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux.

Le cas échéant, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pourra à tout moment, être amenée à demander au titulaire la suspension momentanée des prestations sur une zone en travaux.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, indispensables à la continuité et au maintien du service.

Article 18– Démarche de développement durable – clause environnementale

Au-delà des obligations réglementaires actuellement en vigueur, le titulaire s'engage à respecter à minima les mesures prises en termes de développement durable et l'attention du titulaire est spécialement attirée sur l'impérieuse nécessité de conduire ses prestations de manière à protéger l'environnement lors de la réalisation de ses prestations. Il devra prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollution de toutes natures, tant atmosphériques, que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier. Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.

CHAPITRE IV : CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Article 19 – opérations de vérification et décisions

19-1 Opération de Vérifications

Les vérifications qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Le titulaire devra livrer les fournitures ou prestations objets du présent contrat en conformité avec les normes juridiques ou techniques existantes à la date de livraison.

19-2 Point de départ des opérations de vérification

Le point de départ des opérations de vérification des prestations sera considéré à la fin de l'intervention.

CHAPITRE V : INEXECUTION DU MARCHÉ

Article 20 – Résiliation

20 -1 Résiliation pour faute

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 12 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

20.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 %.

Article 21 – Exécution aux frais risques

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

CHAPITRES VI : DIFFERENTS – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 – Litiges

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine, 83000 Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Article 23 – Dispositions diverses

23.1 – Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

23.2 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la C.C.I. du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

23.3- Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

23.4- Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

22.5 – Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

23.6 - Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

Article 24 – Dérogation au CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. F.C.S
Pièces contractuelles	Art. 2	Art. 4
Variation des prix	Art. 6.1	Art.10.1
Pénalités	Art. 12	Art. 14 ; 3.5 et 3.6.3
Clause pénale	Art.13	Art. 134
Vérifications et décisions	Art. 19	Art.27.3 ; 28.1 ; 28.2 et 30.1
Résiliation	Art. 20.2	Art. 42